

# Quelques réflexions de Pectine à propos de l'« incident » radioactif survenu à Golfech, Tarn-et-Garonne, le 19 octobre 2016.

2016.11.06

Bonjour.

Voici quelques réflexions après cette nouvelle fuite radioactive en France (**Golfech 19 octobre 2016**, dans un silence médiatique presque complet).

- Vu ce qui se passe dans nos centrales en ce moment, on peut se demander **si Golfech ne fuit pas en continu**. Toutes les centrales sont problématiques, puisqu'elles ont été construites en série. Mais le gouvernement et EDF ne peuvent pas avouer qu'il faudrait toutes les fermer immédiatement.
- Golfech serait sûrement une des dernières centrales qu'EDF accepterait de fermer, car elle est la seule de la région ; qu'elle est relativement récente ; et qu'elle a un double confinement en béton.
- Mon relais qui était de passage dans le Sud-Ouest m'a signalé que les valeurs qu'il a relevées vers Gaillac, dans le Tarn, étaient un peu élevées quotidiennement : tous les jours des valeurs de 0,18 ; 0,19 microSV ; et souvent supérieures à 0,20 microSV ; alors que le bruit de fond est de 0,4.
- Ce sont peut-être des dégazages clandestins ; ou bien tout simplement le fonctionnement dit « normal » d'une centrale nucléaire, qui rejette de gaz radioactifs soit en continu, soit par bouffées, soit plus probablement les deux.
- Selon la CRIIRAD **il n'y a aucun enregistrement officiel disponible**. De fait, les citoyens ont donc donné une carte blanche permanente à EDF.
- **C'est la même chose autour de nombreux réacteurs**, puisque les balises de la CRIIRAD ne sont placées qu'en vallée du Rhône. Mon releveur itinérant a constaté ces derniers mois ou années qu'à Carcassonne aussi, à Narbonne, à Perpignan, à Foix, la radioactivité est élevée. En fait, probablement partout où on mesure.
- On dirait que nos "experts", dans leur grande bonté, ont **réparti** toutes les saletés de façon équitable un peu partout en France, en équilibrant le partage : on n'a pas mis de centrale nucléaire là où il y a de vieilles mines d'uranium, ou un site de déchets, ou des transports de combustibles très fréquents, etc. De sorte que tout le monde en a sa part.
- Je pense qu'ils ont aussi essayé, dans leur immense bonté, de construire les centrales de façon à ce que **les grandes villes** qu'elles alimentent en électricité se trouvent un peu hors de la trajectoire des vents dominants. Cela fera moins de morts ... Conséquence : les petites villes et les campagnes sont très exposées. Il faudrait vérifier par exemple que Montauban et Albi, juste sous le vent de Golfech sont plus exposées que Toulouse. Peut-être aussi Agen?

Voici donc quelques propositions. Il me semble qu'il nous faudrait au plus vite :

1- **créer un réseau de bénévoles équipés de radimètres**. C'est un minimum. Une centaine de militants qui achèteraient un petit compteur Geiger, même tout simple (le Radex en vente à la CRIIRAD par exemple), voilà qui semble faisable. Il est hors de question de continuer à faire confiance aux directeurs des centrales et de croire leurs déclarations après des rejets accidentels. Il faudrait aussi que ces bénévoles regroupent leurs mesures quotidiennes sur un blog, consultable par le public. La CRIIRAD pourrait peut-être aider à des achats groupés et à la mise en place de ce réseau national. Je veux bien faire partie de ce réseau.

2- **Lancer une collecte pour financer une ou des balise(s) de mesure CRIIRAD autour de chaque site dangereux**. Les Toulousains se mobiliseront sans doute pour payer celle de Golfech.

3- Ce faisant, **informer la population** des zones concernées. Par exemple pour Golfech, informer les habitants par des tracts et des affiches, des émissions de radio etc ; à Agen, à Toulouse, Montauban , Castelsarrasin, Albi, dans l'Aveyron, le Lot, l'Ariège, le Gers, etc. Peut-être même que le nuage a contaminé tout le Sud du pays ? Et

plus ?

Tout le monde en a pris plein la figure, en respire, en mange, en boit, et pour longtemps.

Il serait bon que chaque groupe **analyse le trajet possible des rejets** : pluviométrie (manque de chance, il a beaucoup plu ces jours-là dans la région) ; direction des vents, des fleuves, des courants marins, nappes phréatiques ; et qu'il **produise des cartes détaillées** indiquant quelles sont les zones les plus directement touchées par les rejets. Nous savons maintenant que les rejets, liquides ou gazeux, parcourent des kilomètres. La CRIIRAD pourrait sans doute là aussi conseiller les militants.

Tant pis si le tourisme à Albi et en Camargue, le foie gras ou le fromage de Roquefort, les vins de Bourgogne ou de Bordeaux en pâtissent. Il fallait y penser avant.

Tant pis aussi si on inquiète les populations. Il faut maintenant briser l'Omerta et informer. Chacun aura ainsi des documents fiables pour porter plainte si sa santé est altérée.

4- Lancer un **registre citoyen des maladies** dans les régions concernées ; et donc partout en France ; autour de chaque centrale nucléaire, site de stockage de déchets, usine de transformation, ancienne mine d'uranium, réacteur expérimental, etc..

Ainsi, mon releveur me signale qu'à Albi et Gaillac on lui a parlé de nombreux cancers et de morts subites de puis quelque temps. Cela mériterait qu'on y regarde de plus près.

Les médecins généralistes et les services hospitaliers locaux détiennent certainement des statistiques personnelles fiables. Et chaque habitant sera invité à indiquer les personnes de son entourage qui ont présenté des maladies suspectes.

5- Enfin, relancer dès maintenant et à mesure que les résultats arrivent (cartes, relevés de radioactivité, registres des maladies) une **campagne "Fermeture immédiate** ». En particulier, « Fermeture immédiate de Golfech » : c'est le 2e accident en 2016.

Le moment me semble favorable.

Voir par exemple l'article paru le vendredi 28 octobre 2016 sur Mediapart :

**Vers un nucléogate français?** Par Benjamin Dessus et Bernard Laponche *Extraits* : On savait déjà que la cuve du réacteur EPR de Flamanville présentait des défauts susceptibles d'en interdire l'emploi : des concentrations trop élevées de carbone dans le couvercle et le fond de cuve qui, fragilisant l'acier, risquaient de conduire à la rupture de la cuve en cas de choc thermique. Mais ces dernières semaines, on a également appris que ce défaut de fabrication touchait aussi 18 des réacteurs actuellement en service, au niveau de la cuve ou des générateurs de vapeur. L'ASN a donc demandé l'arrêt provisoire de ces réacteurs afin de faire un diagnostic de la gravité de la situation et signifié l'interdiction du redémarrage du générateur de vapeur d'un des réacteurs de Fessenheim. En cause, la forge du Creusot, propriété d'Areva, mais aussi une entreprise japonaise qui pourrait ne pas avoir envoyé en France ses meilleurs produits.

**Une situation catastrophique** C'est évidemment une catastrophe sur plusieurs plans. D'abord, près d'un tiers du parc nucléaire se retrouve à l'arrêt à l'approche de l'hiver, soit plus de 20 % de la capacité totale de production française. C'est un véritable casse-tête pour EDF. (...) Ensuite, cette découverte de défauts sur des matériels aussi importants que les cuves, les générateurs de vapeur ou les pressuriseurs est d'autant plus grave que ces défauts sont formellement exclus des hypothèses des différents scénarios accidentels. Ces matériels sont en effet censés obéir à un principe « d'exclusion de rupture ». **La découverte de ces défauts de fabrication remet donc en cause l'architecture et la philosophie même des calculs qui conduisent à l'affichage de probabilités d'accidents graves ou majeurs.** Que veulent dire en effet ces calculs si l'on découvre des défauts graves et irréparables sur les matériels les plus critiques et censés être parfaits ?

**Areva pourrait avoir tranquillement falsifié les certificats de conformité requis** Mais il y a encore plus grave. L'ASN, inquiète de cette avalanche de découvertes a diligenté une enquête à Areva pour vérifier la conformité de centaines de pièces avec les spécifications demandées. Et là, nouvelle surprise, la découverte de plusieurs centaines de « dossiers barrés » dans lesquels Areva pourrait avoir tranquillement falsifié les certificats de conformité requis. (...)

Anomalies et falsifications sur des matériels supposés parfaits : tout y est. (...) Le parallèle avec le dieselgate allemand saute aux yeux. Des normes techniques non respectées sur des matériels critiques pour la sûreté, des certificats falsifiés en masse pour obtenir le feu vert des autorités, tout y est, mais avec en plus un élément déterminant : ce n'est pas comme en Allemagne sous la direction d'un patron dictatorial de multinationale que ce « nucléogate » se produit, c'est bien dans des entreprises quasi-nationalisées et sous l'égide de l'élite des grands corps techniques français qui se targuent de leur dévouement au pays et de leur honnêteté. Et ceci, semble-t-il, **dans la plus totale impunité des dirigeants responsables.** <https://blogs.mediapart.fr/benjamin-dessus/blog/281016/vers-un-nucleogate-francais>

Pectine